



Lundi 28 aout 2023



Administration électronique dans le système fiscal en Algérie : Une volonté claire de parrainer le projet



Partager

«L'incarnation de l'administration électronique du secteur fiscal en Algérie n'aura pas lieu sans la révolution électronique », affirme Mahtal Fella de l'université de Laghouat.

Elle explique que «l'application de l'administration électronique peut développer le service public car elle est devenue nécessaire et incontournable afin de faire progresser et moderniser le service public et l'équipement son application est devenue une mesure du développement des institutions et des administrations à l'heure actuelle et de l'étendue de leur capacité à répondre aux désirs et aux préoccupations des contribuables et à les rapprocher de l'administration et de la réalisation internationale des normes de qualité dans la prestation des services publics ».

Selon l'universitaire, pour que l'administration électronique se développe et s'étende, «il est nécessaire de lui préparer l'environnement approprié en termes d'infrastructures de communication et d'information, et la législation juridique et financière qui la régit et la protège ».

L'administration électronique, ajoute-t-elle, «représente un mécanisme important dans la construction et la mise à niveau d'une architecture intégrée de services publics électroniques, afin d'obtenir une réponse rapide dans les services fournis à la communauté fiscale, d'élever le niveau de clarté du service public et de le rapprocher du contribuable ». Il s'agit aussi d'une «nouvelle alternative qui reconsidère la relation du contribuable avec les intérêts fiscaux, et le passage aux obligations virtuelles ».

Si l'a e-administration est encore au début de ses premiers pas, « cela n'a pas empêché sa diffusion et son utilisation rapides », note l'université, relevant qu'il y a «une volonté claire de parrainer le projet de l'administration électronique en Algérie, ce qui reflète clairement les efforts algériens pour développer et moderniser l'administration en fonction des évolutions actuelles lourdeur des démarches administratives, notamment celles liées aux permis de construire et diverses autres licences connexes, notamment avec le manque d'espaces fonciers nécessaires à la réalisation du projet et le changement aléatoire et fréquent des terrains destinés à la construction ».

Au chapitre des défis, Mme Mahtal cite, entre autres, « le changement fréquent de maîtres d'ouvrage entraîne la difficulté de déterminer les responsabilités des défauts, en plus de l'inutilité des appels d'offres nationaux annoncés pour mener à bien le projet ; la difficulté que rencontrent les bureaux d'études et les institutions spécialisées dans le domaine de l'architecture pour bien assurer et suivre les projets de construction de l'administration fiscale avec une précision et une confidentialité prédéterminée ».

Mohamed Ait S.

Rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie : «Le dynamisme économique est évident»



L'activité s'est accélérée et les équilibres macroéconomiques se sont améliorés, l'investissement privé et la diversification restent nécessaires à la croissance à long terme, selon la Banque mondiale...

L'économie algérienne a affiché une croissance soutenue en 2022, comme le souligne un récent rapport de suivi de la situation économique en Algérie, publié par la Banque mondiale (BM). Le rythme de l'activité économique hors hydrocarbures s'est accéléré en 2022, porté par un rebond de la production agricole et une croissance soutenue de la consommation privée. Certains indicateurs suggèrent une poursuite de la croissance à travers les régions au premier trimestre 2023. La hausse des prix à l'exportation du gaz naturel a compensé la baisse des prix du pétrole, maintenant un niveau élevé des recettes d'exportation, une accumulation rapide des réserves de change et une réduction du déficit budgétaire. Selon le rapport, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a atteint 3,2 % en 2022. La croissance des secteurs hors hydrocarbures s'est accélérée, à 4,3 %, contre 2,3 % en 2021. En 2022, l'excédent de la balance courante s'est chiffré à 9,5 % du PIB, portant les réserves de change à 61,7 milliards de dollars à la fin de l'année (soit 15,8 mois d'importations). L'inflation est restée élevée en Algérie, sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires frais. Les autorités ont eu recours à des politiques de change et monétaires afin de

juguler l'inflation et ont augmenté les dépenses publiques pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages. En 2023, la croissance devrait être principalement tirée par les secteurs hors hydrocarbures, malgré le ralentissement anticipé dans la production agricole en raison de faibles précipitations. La réduction attendue des prix des exportations d'hydrocarbures pourrait entraîner une baisse de la balance des comptes courants, qui resterait toutefois excédentaire. "Malgré l'évolution positive de la situation macroéconomique, les perspectives économiques de l'Algérie restent sensibles à la volatilité des prix du pétrole, d'où l'importance de poursuivre les réformes pour permettre au secteur privé de devenir le moteur d'une croissance durable et de la diversification de l'économie", souligne Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie. L'amélioration soutenue de la balance commerciale et l'accumulation des réserves de change renforcent la résilience de l'économie algérienne face aux chocs extérieurs, mais les équilibres macroéconomiques restent sensibles aux prix mondiaux du pétrole dans un contexte de profondes incertitudes au niveau mondial. «Le dynamisme de l'activité économique du pays est évident, même si les réductions de la production pétrolière et l'impact de la faible pluviométrie sur le secteur agricole affectent les prévisions de croissance pour 2023. Cependant, la hausse soutenue des prix des exportations de gaz justifie des projections plus optimistes que prévu pour la balance commerciale, les réserves de change, le déficit budgétaire et la dette publique», ajoute Cyril Despots, économiste à la Banque mondiale chargé de l'Algérie.



Pétrole : La réduction de l'offre soutient le prix

Malgré les craintes quant à la résilience de la demande, la réduction de l'offre de pétrole par les pays producteurs soutient de facto le prix du baril. De son côté, le gaz naturel reste sous la barre des 35 euros.

Dans ce registre, la major pétrolière BP a déclaré que le monde devait investir dans la production de pétrole et de gaz afin d'éviter les fortes hausses de prix tout en accélérant la transition énergétique pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Notons que les prix mondiaux du gaz ont été multipliés par sept l'année dernière, car 3 % des réserves mondiales de gaz ont été touchées à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. «Nous devons faire les deux. Nous devons investir dans le système énergétique actuel de manière responsable et, en même

temps, nous devons investir dans l'accélération de la transition énergétique», a déclaré Looney, PDG de BP à New Delhi. La transition énergétique doit être ordonnée pour maintenir son rythme, car les niveaux d'émission ont augmenté depuis la conférence de Paris sur le changement climatique en 2015, malgré les efforts mondiaux. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que la demande mondiale de pétrole atteindra un niveau record de 2,2 millions de barils par jour cette année.



Le pétrole pilier de l'économie mondiale jusqu'en 2050 Du pain bénit pour l'Algérie

Le secteur pétrolier qui assure l'essentiel des revenus financiers du pays a encore de beaux jours devant lui.

La planète a toujours «soif» de pétrole

Entre l'Algérie et l'or noir la lune de miel devrait se poursuivre durant trois décennies au minimum. La planète aura encore longtemps besoin de pétrole: «Même dans le scénario à + 1,5°, en 2050, quand on devra avoir atteint la neutralité carbone, les derniers scénarios de l'Agence internationale de l'énergie disent qu'il y a encore 25 millions de barils de pétrole produits par jour, assure Patrick Pouyanné patron de Total, qui figure parmi les six plus grosses entreprises du secteur à l'échelle mondiale. Un quart de ce que l'on produit, aujourd'hui, c'est une énorme chute, et il y a à peu près autant de gaz naturel.

Dans les 10 prochaines années, il n'y aura pas une forte baisse de la demande de pétrole, souligne le successeur de Christophe de Margerie. Du pain bénit pour l'Algérie qui en tire l'essentiel de ses revenus en devises. Et plus son prix est haut, mieux elle se porte. Ce qui vraisemblablement sera le cas à l'avenir. D'autant plus que ces annonces interviennent dans le sillage d'un secteur pétrolier national qui n'a pas fini d'étonner et de dévoiler tout son potentiel. La mamelle de l'économie nationale est en effet loin d'être tarie.

Et c'est tant mieux car le niveau actuel des prix du pétrole arrange la trésorerie du pays. En attendant que l'objectif de la diversification de l'économie se concrétise il va falloir encore s'adosser et compter sur les recettes générées par les

hydrocarbures. Et cela s'annonce plutôt bien. Sonatrach a avisé avoir réalisé six nouvelles découvertes d'hydrocarbures, en effort propre, durant le premier trimestre de l'année 2023.

Deux découvertes de pétrole et de gaz ont été réalisées dans le bassin d'Amguid Messaoud. Deux puits forés dans le bassin de Berkine ont fait l'objet de découvertes de pétrole et de gaz à condensat. Une découverte de gaz à condensat, a été réalisée dans la région d'Ohanet du bassin d'Illizi. Enfin, une découverte de pétrole et gaz a été réalisée dans le bassin d'Oued Mya, au sud-est du champ de Hassi R'mel. «Ces découvertes, illustrent la pertinence des efforts consentis par Sonatrach en matière d'exploration et de renouvellement des réserves d'hydrocarbures et démontrent l'attractivité du domaine minier en Algérie, souligne le groupe pétro-gazier. Elles viennent s'ajouter à la belle moisson de 2022. 15 découvertes dont 3 en partenariat, ont été réalisées l'an dernier renforçant ainsi la position du groupe sur le marché pétrolier et gazier international. Parmi elles une importante découverte de pétrole a été réalisée par Sonatrach, à Hassi Illatou dans la région de Sbaâ (wilaya d'Adrar.

Cette découverte «intervient 28 ans après la dernière découverte d'huile réalisée dans la région de Sbaâ en 1994. Elle est située à 6 km du centre de traitement de Hassi Illatou», avait souligné la Compagnie nationale des hydrocarbures dans un communiqué. Ces découvertes de premier plan lui ont permis d'occuper la première place au niveau arabe en matière d'explorations pétrolières et gazières durant l'année 2022, et de surclasser un peloton de pas moins de 500 entreprises africaines.

Des succès qui ne doivent pas faire oublier que la transition énergétique vers les énergies nouvelles et renouvelables demeure, faut-il le rappeler, une des actions phares du gouvernement. Le pays en a les moyens.

Doté d'un exceptionnel potentiel solaire, il est bien placé pour produire de l'hydrogène vert et à des coûts très compétitifs, de surcroît. «L'Algérie peut devenir un exportateur important d'hydrogène vers l'Europe, à des prix très compétitifs», a assuré le Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, Noureddine Yassaâ. Il faut rappeler que le président de la République avait affirmé, le 24 février 2022 à l'occasion de la célébration du 51^e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, que l'Algérie était capable de devenir «un acteur clé» dans le domaine de l'hydrogène vert. Un objectif qui doit être atteint dans le sillage du pétrole qui a encore son mot à dire...

Les BRICS élargis à 11 membres à partir de 2024 auront accès à un vaste réseau de ressources logistiques stratégiques



Avec l'adhésion de six nouveaux membres aux BRICS et la création d'une commission permanente du groupe pour les transports proposés par le Président russe lors du récent sommet, l'organisation aura accès à un vaste réseau de ressources logistiques stratégiques, a estimé auprès de Sputnik un professeur sud-africain.

Les BRICS élargis à 11 membres à partir de 2024 auront accès à un

vaste réseau de ressources logistiques stratégiques, a déclaré à Sputnik le professeur Alexis Habiyaemye, chercheur principal à Département de la science et de l'innovation/Fondation nationale de la recherche (DSI/NRF) et chercheur à l'université de Johannesburg.

Outre la Route maritime du Nord, ces ressources comprendront les corridors de transport Nord-Sud et Ouest-Est, le golfe Persique, la mer Rouge et le canal de Suez après l'entrée de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Iran, de l'Argentine et de l'Éthiopie aux BRICS. Une commission permanente des BRICS sur les transports dont la création a été proposée par le Président russe lors du récent sommet des BRICS à Johannesburg, devrait s'occuper du développement des corridors de transports interrégionaux et mondiaux, selon M.Habiyaemye.

« Lorsque nous considérons les BRICS comme un bloc de pays et que nous examinons les types de corridors de transport nécessaires, ils ne sont pas répartis de manière égale entre les membres actuels et même les membres potentiels. La composition de cette commission devrait donc refléter l'affectation du développement de ces nouveaux corridors logistiques », a-t-il indiqué.

En quête d'alternatives dans un monde insécurisé

Selon le professeur, en plus d'assurer l'accès à la haute mer, les BRICS cherchent à trouver des solutions alternatives aux « canaux d'étranglement », comme le détroit de Singapour, le détroit de Malacca, le canal de Suez, le Bosphore et le détroit d'Ormuz.

« La tâche principale consisterait à établir une résilience et des solutions alternatives à la vulnérabilité de ces étranglements. L'une des considérations les plus importantes sera de développer des corridors de transport ferroviaire à grande vitesse dans la zone où se trouvait l'ancienne route de la soie. Pour s'assurer qu'il existe une alternative au transport de marchandises, qui ne peut pas nécessairement remplacer le transport maritime, mais qui offre également une alternative en cas de conflit et de blocage du détroit de Malacca, par exemple, ou du canal de Suez, la liaison entre la Chine et la Russie via l'Asie centrale serait très importante », a-t-il poursuivi.

M.Habiyaremye pense qu'un autre projet important se trouve dans le corridor Nord-Sud entre l'ouest et le nord de la Russie et le golfe Persique.



BRICS, un monde multipolaire taillé pour les «nantis» ? L'Algérie n'est pas «prête», selon les pays membres

Rédaction LNR

L'Arabie saoudite pour son pétrole, l'Egypte pour son «Canal de Suez» et pour ses pharaons, les Emirats arabes unis pour son argent, l'Argentine pour son voisinage, l'Ethiopie pour sa position géographique, les critères et conditions pour intégrer les BRICS ne combinent pas sur ce qui est préconisé sur le papier. Des choix géopolitiques et purement stratégiques et loin d'être réalistes. Les BRICS sont-ils la solution pour l'équilibre mondial ?

Un échec pour l'Algérie ou pour les BRICS ? En refusant, voire en reportant l'admission et adhésion de l'Algérie parmi la future force multipolaire, tout en admettant à d'autres, pour des considérations géopolitiques et purement stratégiques, tels que le pétrole ou l'argent, les pays des BRICS ont de ce fait donné une mauvaise impression sur les principes dudit groupe et éloigné de leur objectif principal celui d'élargir et de renforcer le nombre des pays membres pour pouvoir

rivaliser avec l'autre pôle mondial, l'Occident. Il y a de quoi s'interroger sur l'avenir du nouveau-né, le BRICS. Finalement, le choix a été porté sur des pays «riches» en pétrole et en argent. Un choix géopolitique et purement stratégique au détriment d'autres pays, jugés pas «prêts» pour rentrer au sein de la nouvelle coquille multipolaire des BRICS. Une réponse désolante et décevante à la fois soigneusement étudiée par Alger. Les BRICS ont refusé, voire reporté, l'admission et adhésion de l'Algérie parmi ce future groupe multipolaire.

Pour cause, Alger n'est pas encore «prête» et doit davantage consolider son économie, voire son PIB. Malgré qu'il s'agisse d'une future force multipolaire, en cours de construction, et malgré la non-adhésion de l'Algérie pour l'année prochaine aux BRICS, reportée pour l'année 2025, le temps qu'Alger renforce et forge davantage son économie et réajuste son PIB, selon les pays membres, toutefois et, faut-il le souligner, le refus de la candidature de l'Algérie est déjà un acte décevant et une méconnaissance totale des grands potentielles que possède l'Algérie.

L'Algérie a, pourtant, prouvé sa grande force sur le plan international, lors de la grande traversée de la moitié du globe qu'avait effectué le président de la République, Abdelmadjid Tebboune en Chine, Russie, Portugal, Qatar et Turquie, entre mai et juillet passés. Une démonstration de force géopolitique, diplomatique, stratégique, économique et énergétique, le chef de l'Etat et lors de ses sorties solides effectuées dans de nombreuses capitales, a été à la hauteur du pays géant, l'Algérie.

Ses déclarations furent retentissantes partout dans le monde, surtout lorsqu'il s'agit des dossiers internationaux de grandes importances, tels que la guerre en Ukraine ou les conflits au Sahel.

En Russie et lors de sa visite d'Etat effectuée en juin dernier, le Premier magistrat du pays a fait de lourdes déclarations et s'est montré un grand dirigeant, faisant de l'Algérie une nation puissante, souveraine, riche et libre. En juillet passé, et en Chine, la visite d'Etat du président Tebboune a été retentissante, car il s'agit d'une rencontre stratégique entre Alger et Pékin. A la recherche d'un apport puissant de la part de la Chine et Russie pour pouvoir intégrer les BRICS, le président Tebboune avait démontré la force et les grandes capacités que possède l'Algérie, dans divers domaines même. Et malgré toutes ses démarches algériennes, la non-adhésion de l'Algérie parmi les BRICS, décidée avant-hier par les chefs d'Etat des pays membres, a été plus que décevante, car elle aurait pu contribuer au renforcement des BRICS, surtout que cette future force multipolaire à besoin d'un renfort de taille de nouveaux pays membres pour pouvoir concurrencer l'autre pôle mondial.

Une sous-estimation flagrante des BRICS envers l'histoire de l'Algérie

L'Algérie est un grand pays de liberté, de paix et de souveraineté par excellence, un pays riche de son histoire glorieuse, connu par son grand militantisme pour la bonne cause, pour l'indépendance des peuples opprimés et pour la paix et le développement dans le monde, un jeune pays qui baigne dans une immense histoire révolutionnaire. Devant un tel passé, l'Algérie a, bien au contraire, tout gagné sur la réponse négative et presque inattendue des pays de BRICS sur sa candidature à cette future force multipolaire. Ne répondant pas aux normes exigées, selon les BRICS, l'Algérie s'est vu refuser son adhésion, pourtant il s'agit d'un pays potentiellement géant.

Les BRICS vont-ils regretter leur choix ? L'Algérie mérite beaucoup mieux en raison de grandes capacités qu'elle possède. Un pays-continent qui possède de grandes richesses en ressources naturelles, minières et énergétiques, un pays potentiellement géant en raison de sa position géographique de premier plan, de sa grande capacité agricole, première en Afrique et dans le monde arabe, de sa future industrie très prometteuse, un pays immense qui détient la plus grande réserve d'or, de gaz, de lithium, d'énergie solaire, ainsi que les ressources énergétiques, et un pays riche de par son histoire glorieuse, et fort de son Armée et sa diplomatie aguerrie, l'Algérie doit repenser à son adhésion auprès des BRICS, après un refus glaçant des pays membres sur sa candidature, lors du sommet de Johannesburg, en Afrique du Sud, qui a clôturé hier vendredi.

N'ayant aucune dette extérieure et au niveau mondial, le produit intérieur brut (PIB) 2022 était d'environ 11.973 euros par habitant, en revanche, le PIB en Algérie a atteint 4.059 euros par habitant, soit 182,25 milliards d'euro pour l'ensemble du pays, l'Algérie se situe donc actuellement à la 7e place des grandes économies, selon le dernier rapport de la Banque Mondiale.

Devant de tels chiffres, l'adhésion de l'Algérie aux BRICS ne devait pourtant poser aucun soucis, bien au contraire, son admission aurait été une force ajoutée aux pays membres. Décevant, incompréhensible, la non-adhésion de l'Algérie parmi les pays de BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), et désormais et à partir de janvier 2024, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Egypte, les Emirats arabes unis, l'Ethiopie et l'Iran, pour des motifs totalement non-convaincants, a été tristement et étonnement accueillie, avant-hier, par le plus grand pays et l'une des premières forces économiques et militaires en Afrique et dans le monde arabe. Comment peut-on croire à la décision prise, jeudi passé, par les chefs d'Etat des cinq pays des BRICS, à savoir, la Chine, la Russie, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil, concernant la candidature de l'Algérie et son adhésion à cette potentielle force multipolaire, annoncée en grande pompe être capable de modifier la géopolitique internationale et équilibrer le rapport des forces entre deux pôles dans le monde. Les pays membres des BRICS disent qu'ils ne sont pas convaincus de la situation économique de l'Algérie, jugée insuffisante par ces derniers pour pouvoir faire figure de membre des BRICS, un motif décourageant pour une future force multipolaire qui n'est qu'au début de sa naissance, alors que celle-ci à besoin, en

revanche, d'un grand renfort de pays pour être en mesure d'affronter économiquement, militairement et technologiquement l'autre pôle mondial, les Etats-Unis et leurs alliés.

Les BRICS sont-ils aptes
à la grande confrontation ?

Déjà des conditions, des refus, des échappées et des incompréhensions sur le choix de nouveaux membres, les BRICS semblent désavouer des pays amis en choisissant que des pays «riches» en argent et en pétrole, d'autres pour des considérations géopolitiques et voisinages. Des conditions qui vont freiner l'évolution des BRICS, alors que ces derniers ne sont qu'à leurs débuts.

Finalement, les deux dirigeants, les plus puissants des BRICS, le chinois Xi Jing et le russe, Vladimir Poutine, n'ont rien pu faire pour satisfaire la demande de l'Algérie et accélérer son adhésion aux BRICS, une décision qui ne fait pas l'honneur des promesses et engagements faits auparavant par les deux présidents cités. Et pourtant, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait auparavant traversé la moitié du globe, qui l'a emmené en juin 2023 en Russie, et en juillet passé en Chine, dans des visites d'Etat très solides sur le plan géopolitique, stratégique et économique, alors que d'autres visites ont été effectuées par le chef de l'Etat, notamment en Turquie, Qatar et Portugal, où le chef de l'Etat avait démonté et défendu à la fois les grandes capacités et potentialités que possède l'Algérie dans le domaine de l'économie et qui font d'elle un pays de premier plan à l'échelle mondiale.

Après le refus des BRICS, l'Algérie doit revoir sa demande de candidature, repenser son choix et, surtout, fortifier son front interne pour concrétiser une solide et forte économie nationale, seule alternative face à un monde de plus en plus incertain et aléatoire, même les pays amis ont changé et non pas uniquement le climat.

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

Signature d'un partenariat dans le domaine des écosystèmes des start-up

L' accélérateur public de start-up "Algeria Venture" et l'incubateur sud-africain de start-up "Sloane 22" ont signé à Johannesburg (Afrique du Sud) une convention de partenariat visant à renforcer les liens entre les écosystèmes des start-up des deux pays, a indiqué l'accélérateur public dans un communiqué.

"L'organisme de soutien aux start-up en Algérie sous tutelle du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro- entreprises, et Sloane 22, un acteur majeur de l'innovation en Afrique du Sud, ont officialisé leur partenariat lors d'une cérémonie de signature en marge du Business Forum des BRICS à Johannesburg", fait savoir la même source.

Cette convention, signée en

présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, et l'ambassadeur d'Algérie à Pretoria, Saad Maandi, vise à "renforcer les liens entre les écosystèmes de start-up algériennes et sud-africaines, tout en favorisant les échanges, les meilleures pratiques et les opportunités de croissance conjointe", précise le communiqué.

Selon le directeur général d'Algeria Venture, Sidali Zerrouki, cité dans le communiqué, "cette convention s'articule autour de plusieurs axes clés, démontrant l'engagement des deux parties en faveur d'une coopération fructueuse". Elle comprend l'encouragement du dialogue entre les équipes et experts de Sloane 22 et les start-up algériennes dans le but d'échanger les meilleures pratiques et les connaissances en matière

d'écosystèmes, mais aussi le soutien à l'interaction entre les jeunes entrepreneurs et fondateurs de start-up des deux pays, incluant potentiellement des programmes d'échanges et d'autres initiatives, explique le communiqué.

Cette convention inclut aussi le développement d'un programme de "Soft Landing", permettant aux start-up algériennes et sud-africaines de collaborer étroitement, en partageant leurs concepts et en explorant de nouveaux marchés. Elle vise aussi à assurer une collaboration et la participation à divers réseaux et plateformes d'accès aux marchés et aux capitaux, tels que l'African Startup Conference à Alger, le Global Entrepreneurship Congress Africa (GEC+Africa) et plusieurs d'autres plateformes

similaires. La convention de partenariat doit aussi permettre de "capter les investisseurs de part et d'autre ainsi que d'exposer les start-up à forte croissance à se déployer plus facilement", selon Algeria Venture. "Les dirigeants d'Algeria Venture et de Sloane 22 se sont félicités de cette initiative qui renforcera les capacités des start-up des deux pays à innover, se développer et prospérer sur la scène internationale".

"Cette collaboration stratégique marque une étape importante dans la consolidation des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, tout en stimulant la croissance économique et la création d'emplois dans les deux pays", assure la même source.

Omar A.

ZONES INDUSTRIELLES LA RECONQUÊTE DE L'ESPACE

Les orientations du président de la République en matière de gestion du foncier industriel, ainsi que de la création de nouvelles zones industrielles sont les garantes de la réussite de la politique d'investissement.

Les insuffisances dans la gestion du foncier industriel, empêchent un grand nombre de projets d'investissements déjà inscrits de se concrétiser dans les délais. C'est à ce titre que le ministre de l'Industrie, Ali Aoun, en visite dans la wilaya de Boumerdes, a lancé un avertissement aux opérateurs ayant bénéficié de foncier industriel sans avoir entamé de travaux pour lancer leurs projets jusqu'à l'heure actuelle. Il a, en outre, demandé aux responsables locaux de finaliser l'aménagement des zones industrielles, particulièrement leur raccordement aux réseaux électrique, gaz et eau. Pour le premier responsable du secteur industriel, les opérateurs ayant bénéficié de terrains industriels doivent savoir qu'il y aura application stricte de la loi relative à la récupération des biens fonciers inexploités, afin de les orienter vers d'autres porteurs de projets d'investissement. C'est la même préoccupation que le ministre de l'Industrie, Ali Aoun, reprend lors de sa visite dans la wilaya de Mila. Il a rappelé l'urgence d'achever la réalisation des zones industrielles pour permettre aux opérateurs économiques d'entamer leurs activités. Il est à signaler que le gouvernement a prévu la réalisation de 50 nouvelles zones industrielles, du fait du degré de rareté du foncier industriel, particulièrement au nord du pays, afin de relancer l'économie nationale et booster l'industrie. Idir Saci, expert en régulation bancaire et financière, a fait une analyse du sujet. Selon lui, "la récupération des terrains industriels auprès d'investisseurs n'ayant pas réalisé de projet est une mesure proactive du gouvernement algérien pour optimiser l'allocation des ressources et promouvoir le développement économique".

En ciblant ceux qui n'utilisent pas efficacement les terres, le gouvernement "vise à encourager l'utilisation productive des terrains industriels et potentiellement à attirer de nouveaux investisseurs plus susceptibles de développer des projets", a-t-il commenté.

A titre de comparaison, de certaines politiques publiques sur ce domaine, il ressort que la gestion des terrains industriels publics varie considérablement, a-t-il dit, en citant quelques exemples. Pour lui, "aux États-Unis, les terrains industriels publics sont souvent gérés par des agences spécialisées aux niveaux fédéral, étatique ou local. Ces agences jouent un rôle crucial, en attirant le développement industriel, en soutenant les entreprises et en garantissant que l'utilisation des terres reste conforme aux objectifs économiques régionaux. Ainsi, a-t-il déduit, les États-Unis forment un exemple de gestion mixte à la fois central et local, voire une approche plutôt efficace même si elle présente certaines limites, notamment sur le respect de certaines normes telles que l'impact environnemental de certains projets et la prédominance des décisions fédérales pas toujours acceptées par les populations au niveau des provinces. L'autre

exemple qu'il a donné est celui du gouvernement chinois qui a mis en œuvre "diverses stratégies de gestion des terrains industriels, telles que la création de parcs industriels et de zones de développement". Ces "zones fournissent des infrastructures, des services de soutien et des incitations pour attirer les investisseurs nationaux et étrangers, stimulant, ainsi la croissance économique et l'emploi", a-t-il informé. En somme, dit-il "la Chine exemple d'efficacité de ses deux bras, les secteurs public et privé, accorde souvent la gestion de ces espaces à des sociétés privées sur la base de lettre de mission de cahier des charges". Enfin, le dernier exemple qu'il a cité est celui du gouvernement allemand ayant "adopté une approche différente, en travaillant sur la promotion du développement coopératif des terres". Il "encourage ainsi, la collaboration entre les gouvernements locaux et les entités privées pour identifier des sites industriels appropriés, développer les infrastructures et faciliter la création d'installations manufacturières ou industrielles", a-t-il analysé.

Aplanir tous les obstacles en matière d'accès au foncier économique

De ces exemples, il est important de noter, a-t-il souligné, que "l'efficacité des stratégies de gestion des terrains industriels publics dépend de divers facteurs, notamment du contexte local et des méthodes de mise en œuvre".

Cependant, selon lui, "aux différentes expériences demeure l'objectif commun de faciliter la croissance économique, la création d'emplois et le développement durable".

En partant du contexte et de l'expérience algérienne, le projet de loi abrogeant les dispositions de l'ordonnance de 2008, fixant les conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'État, destinés à la réalisation des projets d'investissement, vise à aplanir tous les obstacles qui se dressaient devant les investisseurs en matière d'accès au foncier économique, et prévoit plusieurs facilitations et avantages". Ce texte s'inscrit dans une optique de "complémentarité avec la loi sur l'investissement en accordant à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), via son guichet unique, le droit exclusif d'octroyer le foncier économique relevant du domaine privé de l'État destiné à la réalisation de projets d'investissement". Outre la centralisation de l'attribution, le texte prévoit des agences publiques pour assurer la gestion future de ces sites. A ce propos, nous pensons qu'"un modèle mixte central et local pour la prise des décisions d'attribution devrait être envisagé, et cela par niveau et importance des projets suivant les critères déjà décrits dans les textes relatifs à la



classification des projets et avantages", a-t-il préconisé. Aussi, une "gestion basée sur un cahier des charges impliquant toutes les parties publiques et privées, devra à terme assurer une qualité optimum sur la question de la gestion de ces zones", a-t-il fait savoir. Soulignant que "la performance est un vrai sujet pour maintenir ces espaces dans les normes requises".

Donc à terme, "la décision du gouvernement algérien de récupérer des terrains industriels inutilisés et d'en confier la gestion à des organismes publics est une étape positive, en particulier sur le volet procédure d'attribution", a-t-il jugé. Aussi, poursuit-il, en "centralisant la surveillance et l'attribution de ces terres, le gouvernement peut optimiser leur utilisation et attirer de nouveaux investissements qui contribueront à la croissance industrielle et au développement économique du pays", a-t-il soutenu.

Samia Boulahlib

STRUCTURES BANCAIRES DE MANAGEMENT DES RISQUES

UN MAILLON FORT

La maîtrise des risques est devenue depuis quelques années au cœur des préoccupations des autorités financières, actionnaires et des dirigeants des différentes banques.

La réglementation algérienne édictée par la loi 11-08 du 28 octobre 2011 relatif au contrôle interne est très claire : les institutions financières algériennes et essentiellement les banques devront impérativement disposer d'un système de surveillance de ses propres risques. Sur ce sujet, Morsi Hamza et Amoura Djamel, de l'université Blida 02 affirment que le rôle primordial de la fonction management des risques est devenu «absolument central dans la création de valeur et également la prévention de sa destruction», et mentionnent que le suivi permanent des opportunités et menaces est «d'un des moyens les plus importants pour prendre des décisions en temps opportun». Aux yeux des deux universitaires, il est «fortement recommandé d'instaurer au niveau des institutions financières (banques, compagnie d'assurance, entreprise de bail...) une culture des risques qui permettra d'anticiper les différents types de risques, lesquels pourront mettre en danger l'atteinte des objectifs et par conséquent la mise en cause de sa pérennité».

Il est également question de mettre en place un registre «risques/facteurs de risques», afin de bien connaître au quo-



tidien les menaces et opportunités internes à la banque ou externe. En effet, la mise en place d'une direction des risques ou la structure de management des risques au niveau des banques commerciales est «un maillon essentiel dans la performance, la rentabilité et la continuité d'exploitation». Au chapitre des recommandations, les universitaires relèvent que le projet de «mise en œuvre d'une cartographie des risques opérationnels au niveau des banques algériennes nécessite des moyens, du temps et des connaissances en la matière».

Afin d'atteindre les objectifs tracés par les instances de gouvernance de la banque, «la gestion et la surveillance des risques devraient être assurées pour chaque directeur responsable là où il est, pour ce qui le concerne». Aujourd'hui, la gestion du risque opérationnel est placée au niveau d'une des préoccupations majeures des dirigeants des institutions bancaires. La mise en place d'une telle gestion, nécessite l'adoption d'un ensemble d'outils et de pratiques visant à estimer leur couverture par les capitaux propres de la banque. Cette couverture devrait assurer la survie des banques ou tout au moins réduire les risques des arrêts d'activité.

Fouad Irnatene

BLOCAGES À L'INVESTISSEMENT, BUREAUCRATIE ET LENTEURS L'État déterminé à bannir ces fléaux



Le phénomène bureaucratique persiste à bloquer un pan entier des réformes. Les lourdeurs administratives et les délais trop longs et l'ampleur des documents tentent de paralyser l'acte d'investir.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le président de la République a mis en garde contre ces pratiques et le gouvernement est encore une fois déterminé à bannir ces fléaux qui retardent la bonne marche des réformes.

Le récent "coup de gueule" du ministre de l'industrie Ali Aoun à Mila révèle toute l'ampleur de la bureaucratie dans l'investissement.

"Le ministre qui a tancé ouvertement un des responsables locaux sur le retard de la délivrance des permis de construire pour les opérateurs", indique que le gouvernement n'est pas prêt de se laisser faire sur son agenda de réformes.

Depuis des mois, les lois pour garantir l'acte d'investissement ont été con-

solidées à la faveur d'un début prometteur d'une exportation en hors hydrocarbures. Or, il existe encore des poches bureaucratiques qui empêchent les opérateurs de mener à bien leurs projets.

"La levée des obstacles qui bloquent les investisseurs est l'un des problèmes qui ont fait l'objet d'instructions fermes de la part du président de la République" souligne clairement le ministre de l'Industrie.

Et ce n'est qu'un rappel à l'ordre puisque des Walis dans certaines régions ont également sévi contre les retards enregistrés dans l'implantation de certaines usines et autres projets économiques.

Le Chef de l'État avait, il y a quelques jours déploré dans sa sortie médiatique "qu'il y a des individus si introduits dans le système administratif, qu'ils sont devenus presque le pouvoir" et d'enchaîner amèrement : "ces pratiques créent un climat de tension et d'instabilité."

Une regrettable description de ceux qui sont censés aider au décollage économique et qui, au contraire, mettent l'Algérie en retard par rapport à l'agenda des réformes. Pire, certains ont cru à leur bon vouloir décider des prix des denrées alimentaires selon l'humeur du marché et

de leurs intérêts, oubliant que c'est l'État qui est le régulateur de l'économie nationale. Et c'est dans ce climat que le gouvernement a décidé de réagir à ces méfaits de l'administration, des spéculateurs et de ceux qui font dans la fraude.

La décision de l'État pour mettre terme à ces pratiques n'est pas une nouveauté. Mais sa cadence doit être accélérée avec en prime le chantier de la numérisation de l'administration publique et la réduction drastique des délais et documents en relation avec le monde entrepreneurial.

La deuxième décision est celle qui a trait à la récupération du foncier économique inexploité.

Selon le ministre de l'Industrie, les opérateurs ont jusqu'au 15 septembre pour restituer les terrains qui n'ont pas été mis à profit pour les investissements.

Et la loi sera appliquée avec fermeté pour ceux qui tentent de bloquer les actes d'investissements dans les futures zones industrielles.

L'installation récente du conseil national des importations aura pour but de bien réguler les produits à importer en ayant à l'œil tous les faussaires et les spéculateurs.

F. A.

توفير الحماية اللازمة للبيانات والمعطيات في الأمن المعلوماتي

مكتب خاص ضد الهجمات السيبرانية بمركز البحث في الإعلام العلمي والتقني

تعزز مركز البحث في الإعلام العلمي والتقني بمكتب خاص لمواجهة الهجمات السيبرانية، حيث يلعب هذا المكتب أدوارا مهمة في إطار توفير الحماية اللازمة للبيانات والمعطيات في مجال الأمن المعلوماتي. وفي هذا الصدد، كشف مدير مركز البحث في الإعلام العلمي والتقني، كمال بوخالفة، للإذاعة الوطنية، أن المركز يلعب أدوارا مهمة على غرار ترقية البحث في مجال الأمن المعلوماتي والشبكات وكذا الذكاء الاصطناعي والمساهمة في التنسيق وتنفيذ البرامج الوطنية للإعلام العلمي.

وأبرز كمال بوخالفة أن الأمن السيبراني أصبح يكتسي أهمية كبيرة نظرا للهجمات العديدة التي يشهدها العالم في شتى الميادين، حيث أصبح هذا الأخير من أولويات جميع الدول

الجمهورية

المديرية الجهوية للجمارك بسطيف: حجز 233687 قرصا مهلوسا و أزيد من 84 كلغ من الكيف المعالج منذ بداية السنة

تمكنت مصالح المديرية الجهوية للجمارك بسطيف منذ بداية سنة 2023 من إحباط 15 عملية تهريب أسفرت عن حجز 233 ألف و 687 قرصا مهلوسا و 84 كلغ و 900 غرام من الكيف المعالج، حسبما علم اليوم الأحد من ذات الهيئة النظامية .

و أوضح نفس المصدر في بيان يتضمن حصيلة عمليات المديرية الجهوية للجمارك بسطيف عبر اختصاصها الإقليمي منذ بداية السنة الجارية أن " 15 محاولة تهريب، منها 12 عملية لأدوية مصنفة ذات خصائص مؤثرة عقليا قد تم إحباطها، مما أسفر عن حجز 233687 قرصا مهلوسا و 3 عمليات تهريب للكيف المعالج مكنت من حجز 84,900 كلغ، مع توقيف 25 شخصا " .

و في مجال حماية المستهلك، أضاف البيان أن النشاط العملياتي قد أسفر خلال نفس الفترة عن حجز 47 ألف و 500 كيس شمة و 26170 وحدة مواد تجميل مختلفة الأنواع و 74 وحدة مكملات غذائية، بالإضافة إلى 31152 وحدة مبيدات حشرات ذات منشأ أجنبي و 682 وحدة مشروبات كحولية و 609 وحدة لملحقات "الشيشة" .

كما أحبطت ذات المصالح محاولة تهريب "نوعية" لمنتج غذائي سريع التحضير ذو منشأ أجنبي، أفضت إلى حجز 42000 وحدة شعيرية بوزن إجمالي يقدر ب 2,94 طن.

فرص الاستثمار في الجزائر الأكثر جاذبية بإفريقيا

تقرير حديث يصنف الاستثمار في الجزائر الأهم في القارة الإفريقية خاصة في مجال الطاقة (ح م) صُنّف الاستثمار في الجزائر الأهم في القارة الإفريقية، خاصة في مجال الطاقة، حيث أن البلاد تحوز على كل المؤهلات والإمكانات التي تجذب قائمة قوية من المستثمرين الأجانب، لتبرز بذلك كفرصة استثمارية إستراتيجية.



وأوضح **موقع** "إينيرجي كابيتال آند باور" في تقرير حديث، أن سوق الطاقة في الجزائر يقدم مجموعة من الفرص الاستثمارية، حيث تمتلك البلاد ما يصل إلى 159 تريليون قدم مكعب من موارد الغاز الطبيعي و12.2 مليار برميل من احتياطات النفط، مع وفرة من فرص الطاقة الشمسية وطاقة الرياح التي تجتذب قائمة قوية من مطوري المشاريع للمضي قدماً.

وأضاف التقرير، أن الجزائر تخطط لتسريع عمليات التنقيب لزيادة الإنتاج، وتعزيز نشر الطاقة النظيفة، بالإضافة إلى توسيع أنظمة التوزيع لتشمل الأسواق الإقليمية، كذا توسيع نطاق التكنولوجيا والابتكار، مبرزا أن البلاد تقدم بذلك مزيجاً فريداً من الفرص الاستثمارية التقليدية والمبتكرة.

كما أشار المصدر ذاته، أن الجزائر تسعى للاستفادة من الطلب العالمي المتزايد على الطاقة، من خلال دعوة شركات التنقيب والإنتاج للاستثمار في سوق المنبع، معتبرا أن السياسة التي تنتهجها خاصة من حيث إقامة الشراكات الإستراتيجية جعلتها منطقة جذابة للغاية في مجال التنقيب عن النفط.

وأفاد الموقع أنه مع سعي الدول الأوروبية للحصول على إمدادات غاز بديلة عن روسيا، برزت الجزائر كفرصة استثمارية إستراتيجية، خاصة مع وجود بنى تحتية تصديرية مختلفة تربط حقول الغاز البرية في البلاد بأمثال إيطاليا وإسبانيا، ومع توقعات منتدى الدول المصدرة للغاز بزيادة الطلب العالمي على الغاز بنسبة 36 بالمائة إلى 5460 مليار متر مكعب بحلول عام 2050، تتجه كل الأنظار نحو الغاز الطبيعي المسال الجزائري، حيث يعد الاستثمار في البنية التحتية للتصدير مثل خطوط الأنابيب والمحطات بعوائد عالية للمستثمرين.

كما تطرق التقرير إلى الفرص الإستثمارية في مجال الطاقات المتجددة في الجزائر، إذ تتوفر على كافة المؤهلات بما يضمن إمدادات مستقرة من الطاقة مع المساهمة في التحول العالمي نحو مصادر الطاقة النظيفة، مبرزا أنه من المتوقع أن تلعب موارد الطاقة في الجزائر دوراً مركزياً في تعزيز أمن الطاقة على أساس إقليمي، حيث أن البلاد أنشأت شبكات بنية تحتية محلية قوية، ليوفر بذلك التوزيع الإقليمي فرصة استثمارية مربحة لكل من الممولين ومطوري المشاريع.

وتحدث التقرير أيضا عن فرص استثمارية أخرى في مجال تنمية المهارات والتكنولوجيا، حيث تسعى الدولة الجزائرية لإزالة الكربون من أنظمة الطاقة الحالية، وهو ما يحتاج إلى مستويات جديدة من الابتكار والخبرة التكنولوجية، ما يمثل فرصة مثيرة للمستثمرين المعتمدين على التكنولوجيا، عبر دمج التقنيات المتطورة مثل الذكاء الاصطناعي وتحليلات البيانات والنمذجة التنبؤية بشكل متزايد في صناعة الطاقة.



“البريكس” ومعركة الإعلام

حسان زهار 27 أغسطس 2023

ليست هذه هي المرة الأولى التي يقف فيها الرأي العام الوطني حائراً ومصدوماً في فهم نكسة البريكس من دون مرجعيات إعلامية قوية يمكنه الاستناد إليها في فهم الواقع (ح م) كشفت قضية عدم انضمام الجزائر للبريكس، مدى ضعف الآلة الإعلامية الجزائرية، في مواجهة جيوش البروباغندا المعادية، التي استغلت القضية شر استغلال في محاولة لضرب معنويات الشعب وتأليب الرأي العام ضد سلطات بلاده بتحميلها المسؤولية الكاملة لما سموه هذا الفشل، بينما في الواقع لو كانت لدينا آليات إعلامية قوية لتصدت لكل ذلك، عبر إظهار الحقائق كاملة، خاصة فيما تعلق بحجم المؤامرة التي أحيكت ضد الجزائر من طرف فرنسا عبر شراء الموقف الهندي بصفقات الأسلحة وتحويل التكنولوجيا النووية، كما أن متابعة ردود فعل الإعلام المخزني والصهيوني يظهر أيضا وبوضوح تورط هذين العدوين إلى جانب فرنسا وربما دولة عربية أخرى، إلا أن ضعف المنابر الإعلامية الجزائرية المتخصصة في مواجهة مثل هذه الحروب الخبيثة التي لا تقل خطورة عن الحروب العسكرية التي تقودها الجيوش المدججة بالسلاح، تؤكد اليوم الحاجة الماسة لإعادة النظر في هذا الجانب الخطير من أدوات إدارة المعركة مع الأعداء.

الفايدة:

ليست هذه هي المرة الأولى التي يقف فيها الرأي العام الوطني حائراً ومصدوماً في فهم نكسة البريكس من دون مرجعيات إعلامية قوية يمكنه الاستناد إليها في فهم الواقع، ولعل في أزمة إقصاء الفريق الوطني من المونديال بعد هزيمة الكامبيرون والأوهام التي راجت بعدها بسبب ترك الجماهير فريسة للبروباغندا المضللة ما يؤكد ما نقول ويستدعي العمل بسرعة لضبط هذا الخلل الكبير.

والحاصل:

إن أعداء الخارج والداخل يستثمرون بدهاء كبير في مثل هذه المواقف والأحداث لضرب الوحدة الوطنية والانسجام الداخلي، وبالتالي لا يجب منح الفرصة لهؤلاء بمثل هذه البساطة، أو إعطاءهم فرصة للعب لوحدهم ضدنا في ملعب نغيب عنه تماما، لأن الخسارة تكون حينها مؤكدة والهزيمة تكون على البساط.

الجزائر الجديدة.. لا مكان لليبروقراطية والرقمنة البديل

جديدة، وترتبط هذه المهارات بإمكانية كسب دخل أعلى يعود إيجابيا على الحياة الفردية والمجتمعية؛ ذلك أن الدراسات الحديثة تتوقع زيادة عدد الوظائف المتاحة لمن لديهم مهارات رقمية متقدمة وهذه الوظائف الجديدة ليست متاحة فحسب، بل إن بعضها أصبح شائعا، ما يجعل توفير المهارات الرقمية المتقدمة جزءا من حل مشكلة البطالة، بغية تعزيز قابلية الشباب للتوظيف على نحو فعال، فمن الضروري أن تصمم برامج موجهة لسوق العمل يسهم أرباب العمل في إعدادها، مع تطوير برامج تدريب تكون صلة وصل بين الشباب وسوق العمل، لكن غالبية الشركات في بلدان حوض البحر الأبيض المتوسط، شركات صغيرة أو متوسطة، وبالتالي لديها قدرة محدودة جدا على تقديم خدمات التدريب، ومن الأسباب أيضا، افتقار أنظمة التعليم والتدريب إلى المعلومات بشأن الاحتياجات الراهنة في سوق العمل، وهو ما يجعل المبادرات التي تتخذها بعض بلدان حوض البحر الأبيض المتوسط في هذا السياق تظل غير فعالة، وهو ما يسبب عدم وضوح آليات لمشاركة القطاع الخاص المنتظمة، وفق بيان مؤسسة التدريب الأوروبية، عام 2015.

نحو تطوير الركائز.. لتحقيق توجه اقتصاد المعرفة

من جانب آخر، قال ثاني يوسف إن التعليم والتدريب والبنية التحتية للمعلومات والحوافز الاقتصادية والأنظمة المؤسسية والابتكار، تعتبر ركائز أساسية للوصول إلى تحقيق توجه اقتصاد المعرفة، فهي تضمن حرية انتقال المعرفة، وتؤدي إلى تحفيز الاستثمار والإبداع والابتكار ضمن الاقتصاد. وفي إطار الخطة الاستراتيجية الرئاسية، تعمل الجزائر على تطوير الشركات الصغيرة ومتوسطة الحجم، والتي تشكل دورا مهما في معظم الاقتصادات، وهي مساهم مهم في خلق الوظائف، وتمثل نسبة كبيرة من حجم الأعمال ونسبة عالية من التوظيف عالميا، وبحسب تقديرات البنك الدولي، فإن الحاجة ستكون لنحو 600 مليون وظيفة في عام 2030، وبالتالي فإن الشركات الصغيرة والمتوسطة ستكون ذات أهمية عالية على مستوى حكومات العالم، وهو ما تعمل عليه الجزائر حاليا.

تتقود الجزائر الجديدة مسار إصلاح البنية الهيكلية للمنظومة الرقمية الجزائرية، بغية مواكبة مستوى التحولات العالمية الجارية في اقتصاد المعرفة، الرقمنة، المؤسسات الناشئة والإحصائيات، وكذا تحقيق الشمول الرقمي وتطوير آليات القضاء على البيروقراطية وتعزيز استعمال الأدوات الرقمية، والإحصاء العام للمعطيات وتحقيق الإدراك التام للمعلومات الإحصائية، ليتم التأسيس عليها في بناء السياسات العمومية ومحاربة الفساد والتضليل والتلاعب في إدارة المصالح العمومية، فضلا عن ترقية جودة الخدمات التكنولوجية والإدارية، في شقيها الرسمي والعام من خلال المنصات والأدوات الرقمية العمومية عبر تيسيرها رقميا عوضا عن النمط الإداري التقليدي، والخاص من خلال انخراط المؤسسات الناشئة في تسيير وتسهيل مختلف الخدمات الرقمية من تطبيقات نقل، وخدمات مالية وإطعام وغيرها.

سيف الدين قداش

المختصة بأسلوب وإجراءات شفافة؛ لاستشراف كيفية تطور المستقبل من خلال فهم التفاعلات التي تنطوي عليها هذه الاتجاهات.

قفزة نوعية في مجال المؤسسات الناشئة

بالمقابل نوه ثاني يوسف بالقفزة النوعية في المجال الرقمي والمؤسسات الناشئة، حيث تم إنشاء حوالي 5000 شركة ناشئة، نالت منها حوالي 1100 شركة على علامة شركة ناشئة أو مشروع مبتكر، كما ارتفع عدد حاضنات الأعمال الناشطة في الجزائر، من 14 إلى 60 حاضنة بين سنوات 2020 و2023، مما يسهل على صاحب القرار إمكانية توفير الدعم اللازم للوصول إلى الأهداف المرجوة، إلا أننا نوصي بتحديث التشريعات حسب تخصص كل شركة، مما يسهل العمل المشترك وتبني مشاريعهم المستقبلية من خلال تنفيذها على أرض الواقع وليس الاقتصار على النمذجة، فالتحدي هو العمل المشترك بين الوزارات ذات الصلة بأعلى احترافية وسرعة، لأن الوقت يساوي المال حسب قانون الأعمال.

ضرورة استغلال فرص الرقمنة وتكثيف الوظائف وتعديلها

كما دعا ذات المتحدث لاغتنام الفرص التي تتيحها الرقمنة في مجال الوظائف وضرورة التكيف معها من ناحية التكوين والتأطير، من خلال فهم كيفية تغير الوظائف ومجموعة المهارات التي تتطلبها، فقد تحولت المهارات الرقمية من اختيارية إلى ضرورية، مع وجوب دعمها بمهارات شخصية، مثل القدرة على التواصل الفعال باستخدام الوسائط الإلكترونية وغير الإلكترونية؛ ذلك أن المنهج والسياسات التي تتخذها الدولة الجزائرية الحديثة سيزيد من الطلب على المهارات الرقمية وتحسين فرص من يمتلكها في الحصول على وظيفة

أدوات قياس التنمية البشرية باستمرار.. فالتحديات التي نواجهها والفرص المتاحة لنا هي دوما أشد تعقيدا وأوسع أبعادا وأوثق ترابطا مما يمكن رصد في أي مقياس، بل وحتى في أي مجموعة من المقاييس مهما بلغت جودتها وتعقيدها؛ مما يتطلب النظر بعدسات مختلفة، والمقاييس الجديدة تساعد في بلورة هذه العدسات، وفق رؤية برنامج الأمم المتحدة الإنمائي لعام 2020.

نحو الاندماج في متطلبات الثورة الصناعية الرابعة

في ذات السياق، يشير عبد العزيز ثاني يوسف، أن نمو الاقتصاد الرقمي بوتيرة سريعة في الجزائر والذي يعتبر جزءا من الاقتصاد العالمي، أوجب على الصناعات في جميع القطاعات، تلبية متطلبات الثورة الصناعية الرابعة، وما ينتج عنها من اتجاهات ناشئة في قطاع تكنولوجيا المعلومات والاتصالات والقطاعات المعرفية الأخرى لتحقيق التنمية المستدامة؛ أي الاستدامة المتكاملة في التنمية. ولكي يحقق قطاع تكنولوجيا المعلومات والاتصالات إمكاناته الكاملة، ينبغي أن لا يقتصر إنتاج المعرفة والاقتصاد الرقمي على مجموعة من الولايات أو المناطق، بل يجب الاعتماد على الكفاءات الجزائرية الموجودة داخل وخارج الوطن وهذا ما يعمل عليه المجلس التنفيذي الحكومي، وقد سبق وباركتنا، الأسبوع الماضي، إنشاء المجلس العلمي للذكاء الاصطناعي على مستوى وزارة التعليم العالي والبحث العلمي، أمين أن نرى الخطة الاستراتيجية للمجلس، من أجل تحقيق رؤاهية المجتمع الجزائري عبر توفير الخدمات الرقمية السريعة لتحقيق توجه اقتصاد متنوع وقوي وبآيادٍ شبانة عن طريق شركات ناشئة، بدعم من الوزارات

يقول أخصائي أنظمة النقل الذكي واستشاري مشاريع المدن الذكية عبد العزيز ثاني يوسف، أن البرنامج الرئاسي لرئيس الجمهورية عبد المجيد تبون جاء استجابة للتطورات الراهنة في اقتصاد المعرفة وقضايا الرقمنة بغية بناء اقتصاد معرفي ومنظومة رقمية فعالة وعصرية، وكان ذلك عبر إنشاء هيئات حكومية ووزارات.

توفير البيانات والإحصائيات

وأشار ثاني يوسف، إلى أن الاستراتيجية المسطرة للجزائر الجديدة وفق تعهدات رئيس الجمهورية 54، تشمل تأسيس وزارات، هيئات ومؤسسات أشرفت ولا تزال على مشاريع الرقمنة وتعزيز اقتصاد المعرفة من جهة، ومن جهة أخرى قراءة الواقع المعرفي والتموي على نحو موضوعي من خلال الحصول على البيانات والإحصائيات، وهو ما يمكن من وضع سياسات تموية مستبصرة، بالنظر إلى الطلب المتزايد على المؤشرات، لاسيما مع تنفيذ البرنامج الرئاسي والذي يقابله ندرة في البيانات والإحصائيات الموثوق بها وهو ما تحدث عنه الرئيس تبون شخصيا.

اقتصاد المعرفة.. راد هام لتحقيق التنمية المستدامة

بالمقابل، أضاف ذات المتحدث أن اقتصاد المعرفة يعد إضافة قوية للاقتصاد الوطني، فهو يوفر جانبين؛ علمي وعملي من خلال تسليط الضوء على التحديات وسبل تطوير التنمية المستدامة للمجتمعات، فالتنمية في تغير دائم، كما الأولويات ولابد من تغيير مائل على مستوى المقاييس، ولهذا السبب تتطور مجموعة

تخطيط
محكم
وحكمة رشيدة
واققتصاد جديد

الدينار يستعيد عافيته

بدأت الجهود التنموية تحقق مكاسب كبرى على عدة أصعدة، خاصة بعد انتعاش قيمة الدينار أمام العملات الأجنبية، وهذا ما يؤكد قوة المسار التنموي الذي تنتهجه الجزائر، في وقت ترشح منظومتها الاقتصادية لأن تبلغ مستويات عالية من الأداء والتنافسية بفضل التخطيط الحكيم والإرادة القوية مع هرة الثروات والموارد البشرية. إذن.. تماسك الدينار وارتباطه بمنحى تصاعدي من شأنه أن يكبح التضخم ويحسّن من القدرة الشرائية، وهذا ما يجعل المؤشرات الإيجابية مشجعة على ضخ المزيد من الثروة والاستمرار في تعميم الرقمنة وإرساء الحوكمة في التسير، ويمكن القول كذلك إن سلسلة من الدعائم دفعت بـ"الدينار" نحو استعادة قوته، بداية باستقرار ميزان المدفوعات وارتفاع احتياطي الصرفي بفعل ارتفاع إيرادات الصادرات خارج المحروقات، وإلى جانب الرفع من إنتاج الغاز بحكم أن الجزائر هي أول مورد للغاز في إفريقيا.

ويعكس التماسك القوي لـ"الدينار" الجهود المبذولة في الحياة الاقتصادية لاسيما الإصلاحات التشريعية والإدارية ومواكبة التطور التكنولوجي، خاصة الإصرار على استكمال رقمنة عدة قطاعات ومصالح إدارية بما فيها الضرائب والجمارك خلال الأسابيع القليلة المقبلة، وهذا ما يسمح بتهيئة أرضية إرساء الاستثمارات المتنوعة المحلية والأجنبية القادرة على التنوع في صادرات الجزائر، والتواجد في أسواق أجنبية، وتعزيز الإيرادات من النقد الأجنبي. ما يعني أن "الدينار" سيواصل تحقيق المكاسب والتوجه نحو الأعلى مدعوماً بأداء اقتصادي مطرد.

فضيلة بودريش

الخبير الاقتصادي عبد القادر سليمان لـ"الشعب"

آليات رقابية لحماية "الدينار" من تقلبات سلة العملات الصعبة

■ الشمول المالي واستقطاب الأموال المتداولة بالسوق الموازية لتقوية المنظومة المصرفية

حقّق الدينار الجزائري خلال العشرة أشهر الأخيرة، حسب المؤشرات الاقتصادية المصّرح بها من طرف المديرية العامة للتقدير والسياسيات بوزارة المالية، ارتفاعاً بقيمة 10.3 دج، أمام الدولار الأمريكي، حيث بلغ معدل الصرف الشهري للدينار، موازاة مع العملة الأمريكية شهر افريل الماضي، 135.44 دج مقابل 145.8 دج /دولار أمريكي، نهاية جوان الفارط. ويرجع الخبراء والملاحظون أسباب استمرار ارتفاع قيمة الدينار الجزائري أمام الدولار الأمريكي إلى عدة أسباب داخلية وخارجية، أهمها الانتعاش الذي تعرفه الصادرات الجزائرية خارج المحروقات، ما سيرفع من توقعات تعافى الاقتصاد الجزائري خلال المرحلة القادمة ويجعل الدينار الجزائري في منأى عن تقلبات أسعار العملة الصعبة.

فايزة بلعربي

أرجع الخبير الاقتصادي عبد القادر سليمان تعافى الدينار الجزائري وارتفاع أسعار صرفه مقارنة بالعملة الصعبة كالـدولار الأمريكي والأورو، إلى الانتعاش الاقتصادي الذي تعيشه البلاد منذ ثلاث سنوات، والمدخيل القياسية التي حققتها الصادرات الجزائرية، سواء ما تعلق بالمحروقات، حيث عرفت أسعار النفط ارتفاعاً لا يستهان به مقابل طلب متزايد على الغاز الجزائري الذي أصبح مورداً طاقوياً لجميع أوروبا، سمح بضيخ ما يزيد عن 55 مليار دولار سنة 2022، لصالح الخزينة العمومية. 7 مليار دولار منها صادرات خارج المحروقات، مرشحة لبلوغ 13 مليار دولار نهاية 2023، ما يسمح بانتعاش معدلات النمو للاقتصاد الكلي.

أرقام موجبة ومساحة آمنة لـ"الدينار"

وفي هذا الصدد، يرى سليمان أن الصادرات خارج المحروقات، تعتبر من الأسباب المباشرة لتعافى العملات وتقويتها مقارنة بسلة العملات الأجنبية، ما يؤكد حركة الإنتاج المحلي ونسب إجماع قياسية، حيث ذكر المتحدث - مستنداً إلى الأرقام المعلنة عنها من طرف الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار - تسجيل ما يزيد عن 3 آلاف مشروع مسجل لدى ذات الوكالة، تقابلها زيادة في معدلات الاستهلاك وزيادة في عروض العمل التي تمّ توفيرها بفضل السياسة الاجتماعية التي اعتمدها الدولة الجزائرية، ما أدى إلى رفع الأجور وزيادة الاستهلاك المحلي.

من جهة أخرى، تتوّفّر الجزائر على احتياطي من العملات الأجنبية بنوق 64 مليار دولار وتحزّر كلي من الدينون الخارجية وميزان تجاري موجب بلغ 18 مليار دولار، يسفرها المتحدث كنتيجة متوقعة لسياسة تشجيع وضبط الصادرات التي انتهجتها الدولة الجزائرية، مدعومة باليتين قانونيتين تمّ استحداثهما مؤخراً، ممثلتين في المجلس الاستشاري للتصدير والمجلس الأعلى لضبط الواردات، مكوّنين من إطار مسامية وكوادر عليا في



ومصرفية تشجع الاستثمار وحماية المعاملات التجارية. ويركز قانون النقد والصرف الجديد - تابع المحدث - على تطوير وسائل الدفع من خلال إنشاء لجنة وطنية مسؤولة عن وضع مشروع الإستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع ومراقبة تنفيذها، بعد اعتمادها من طرف السلطات العمومية بهدف تعزيز التعاملات المصرفية والشمول المالي، وفقد تعزيز آليات المراقبة والمتابعة، استحدثت القانون لجاناً جديدة لاسيما لجنة الاستقرار المالي المكلفة بالمراقبة الاحترازية الكلية وإدارة الأزمات التي تقوم بإعداد تقرير سنوي حول أنشطتها، ليرفع بعدها إلى رئاسة الجمهورية.

الصيرفة الإسلامية في مواجهة السوق الموازية

من جهة أخرى رتبّ القانون الجديد نوعاً جديداً من الصيرفة مكن من استقطاب مبالغ مالية معتبرة كانت متداولة خارج البنوك، ما أدى إلى تدوير قيمة الدينار الجزائري، وذلك بإنشاء إطار قانوني لممارسة النشاط المتعلق بالصيرفة الإسلامية الذي يكرس على وجه الخصوص إمكانية اعتماد بنوك ومؤسسات مالية تمارس عمليات متعلقة بالصيرفة الإسلامية حصراً. كما يدرج القانون إمكانية إطلاق العملة الرقمية للبنك المركزي أو ما يسمى بـ"الدينار الرقمي الجزائري" الذي يطوره بنك الجزائر ويصدره ويسيره ويراقبه.

وفي شقّ متصل، أهدأ الخبير الاقتصادي أن السلطات العمومية تعمل بصرامة من أجل استقطاب أموال بالعملة الصعبة متداولة بالسوق الموازية، عن طريق عملية رقمنة أوسع وشمول مالي من خلال توسيع شبكات الصيرفة الإسلامية على مستوى جميع البنوك العمومية والخاصة. كما تمّ - لأول مرة في التاريخ المصرفي الجزائري يقول سليمان - استحداث منصب الوسيط المالي من أجل بعث وتشجيع التجارة الإلكترونية ومجالات استعمال الاقتصاد المعرف. وتكنولوجيايات الاتصال من أجل تعميم استعمال التجارة الرقمية التي استفادت هي الأخرى من جملة قوانين وتنظيمات تطوّرها وتحكمها.

مؤسسات حساسة ذات صلة بعملية التصدير والاستيراد وعلى اطلاع شامل باحتياجات وأولويات السوق المحلية، ما يمكّن من ضبط حركة التجارة الخارجية وكبح النزيف المالي الذي يعتبر أحد الأسباب التي تكمن وراء تدوير العملة المحلية.

صلاحيات واسعة لإحافظ البنك المركزي وركز المتحدث على سلسلة الإصلاحات التي يشرها البنك الجزائري من أجل الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن الجزائري من خلال دعم سعر الدينار الجزائري مقارنة بالدولار الأمريكي والأورو، للتحكم في التضخم الذي بقي في حدود 7% ببلادنا، في حين تجاوزت قيمة مكنونة من رقمين في البلدان الأوربية وغيرها أين تجاوز 11 و12%، إضافة إلى باقة الإصلاحات الهيكلية والتشريعية التي صدرت تباعاً في الجريدة الرسمية على غرار قانون الاستثمار الجديد، قانون الصفقات العمومية، قانون النقد والصرف الذي صدر مؤخراً بالجريدة الرسمية، حيث أعطى صلاحيات واسعة للبنك المركزي، تمكّنه من

التحكم في السياسات النقدية والمصرفية، إضافة إلى تدخله في الحفاظ على قدرة وتنافسية العملة الوطنية في مواجهة سلة العملات الأجنبية، كما مكنّ تنوع الشركاء الاقتصاديين للجزائر من منحها مساحة مالية آمنة جعلتها في منأى عن تقلبات أسعار الصرف وأسعار السلع والخدمات التي تتجاث العالم حالياً، إضافة إلى التحكم في سلاسل التوريد والإمداد.

الدفع الإلكتروني والرقمنة لتأمين المنظومة المصرفية

وأضاف سليمان، أن قانون النقد والصرف الجديد، تمّ تصميمه بشكل يرمّح للاقتصاد قوي ويعطي مساحة أوسع للتنافسية بالنسبة للاقتصاد الجزائري وفق الشفافية والدقة التي شدد رئيس الجمهورية في كل مناسبة على ضرورة تجسيدها من أجل بيانات أكثر دقة للاقتصاد الوطني، خاصة فيما يتعلق بالقطاع المصرفي. كما أعطى قانون النقد والصرف صلاحيات أوسع لمحافظة بنك الجزائر وهيبته فيما يتعلق برسم سياسات نقدية

الصادرات.. رافعة متينة تعزز قيمة "الدينار"

■ قيمة العملة الوطنية تعزز الثقة في الاقتصاد الوطني

وتطرق الدكتور عشير إلى توجه الدينار الجزائري نحو تحقيق كثير من الارتفاع في وجه أي صدمات خارجية مفاجئة، خاصة في ظل دخول الاستثمارات الأجنبية المباشرة، لأنها تعد رافعة حقيقية لضخ العملة الصعبة وتقوية الاحتياطي من العملة الأجنبية، ومن شأن ذلك أن يؤثر بشكل إيجابي في تحقيق المزيد من الانتعاش لقيمة العملة الوطنية.

وفي ردّه على الرهانات المرفوعة حول قانون الصرف الجديد، تحدث عن التدابير التي ستساهم في تحسين مناخ الاستثمار، في ظل وجود بنوك الاستثمار وقوانين حول الصيرفة الإسلامية، كما يرتقب ظهور شبابيك الصرف للعملة، وإذا نجح في تنظيم نظام الصرف من خلال النصوص التطبيقية، سيتم التقليل من حجم السوق الموازية، ليخلص الخبير إلى القول إن الدينار الجزائري مرشح إلى تحقيق المزيد من الانتعاش بفضل كل هذه العوامل.

ويتوقع عشير، أن الدينار بات في مأمن في ظل الإصلاحات الاقتصادية والاستمرار في الرفع من حجم الصادرات خارج المحروقات، والحرص على تنويعها، كما يتوقع أن يستمر في تحقيق ارتفاعات أخرى هامة.

قال الخبير الاقتصادي محمد عشير، إن الدينار الجزائري يوجد في الرواق الجيد، وأنه مرشح لبلوغ مستويات أفضل في سعر صرفه أمام عملات أجنبية بفضل تسجيل العديد من المؤشرات الإيجابية واستمرار تسجيلها على مدى أطول، في ضوء الإصلاحات الجارية والاستثمارات المحلية والأجنبية التي مازالت الجزائر تستقطبها. ويعتقد أن قيمة الدينار الجزائري تتجه نحو تحقيق المزيد من الارتفاع، وكذا الصمود في وجه أي صدمات خارجية مفاجئة، خاصة في ظل دخول الاستثمارات الأجنبية المباشرة، لأنها تعد ورقة رابحة لضخ العملة الصعبة وتقوية الاحتياطي من العملة الأجنبية، ومن شأن ذلك أن يؤثر بشكل إيجابي في تحقيق المزيد من الانتعاش للعملة الوطنية.

وقدم الخبير عشير شرحا دقيقا ومفصلا في هذا المقام، وأوضح أنه كلما سجل تحسن على صعيد العوامل السابقة، فإن بنك الجزائر يتدخل ويرفع من قيمة الدينار مقارنة بالعملات الأجنبية.

عودة الدينار بقوة من شأنه أن يخفف من التضخم، لذا فإن بنك الجزائر - حسب تأكيد الخبير - يلجأ إلى رفع سعر صرف الدينار حتى لا يسجل تضخما بفعل الاستيراد، وليمنع بنك الجزائر الارتفاع في نسبة التضخم، وقال الخبير إن الآثار الإيجابية لانتعاش قيمة الدينار متعددة، من بينها الرفع من القدرة الشرائية، وعلى التجارة الخارجية؛ لأن تحسن قيمة الدينار تخفف أسعار الواردات.

شبابيك الصرف تحافظ على قيمة العملة الوطنية

شأنه أن يؤدي إلى انخفاض نسبي في أسعار المواد المستوردة وطرحها بأسعار أقل في السوق الوطنية، وهذا ما سبب الارتفاع وسط الجبهة الاجتماعية، لأنه سيسمح بتحسين قدرتها الشرائية، وحتى المتعاملين الاقتصاديين ممن يستوردون المواد نصف المصنعة والتجهيزات ستخفف بذلك نفقاتهم ويرتفع رقم أعمالهم.

ومن بين عوامل انتعاش قيمة الدينار، ذكر الخبير ارتفاع أسعار البترول، بعد أن تجاوزت مستوى 85 دولار للبرميل، إلى جانب استقرار الميزان التجاري عند مستوى إيجابي، وهذا ما أثر على سعر الصرف بالإضافة إلى ارتفاع الصادرات خارج قطاع المحروقات، وما يوفره من عملة أجنبية ويؤدي إلى استقرار الدينار والرفع من قيمته، وكذلك يوفر العملة الصعبة.

فضيلة بودريش

اعتبر محمد عشير، أن انتعاش الدينار بعد عدة سنوات من التدهور، مرتبط بسلسلة من العوامل الإيجابية المشجعة، من بينها تسجيل احتياطي الصرف الوطني في حدود 65 مليار دولار، وعلى خلفية أن سعر صرف الدينار الجزائري يرتكز كذلك على عدة أساسيات أثرت بالإيجاب على قيمته، بل ودفعت به إلى مستوى أحسن بلغه في الفترة الزمنية الأخيرة، وهذا ما يعزز الثقة في الاقتصاد الوطني.

تعهد الآثار الإيجابية للدينار

وأكد الخبير الاقتصادي عشير أن تسجيل ارتفاع قيمة الدينار أمام سلة من العملات من بينها عملة الدولار، من

الدينار الجزائري.. أكثر العملات ارتفاعا سنة 2023

علاقة طردية تربط قيمة الدينار بقيمة الصادرات.. خبراء لـ "الشعب":



الإصلاحات الاقتصادية تبشر باستمرار تعافي العملة الوطنية

الشرائية للمواطن من أجل صد التضخم الذي يجتاح أغلب بلدان العالم، جراء ارتفاع أسعار السلع والخدمات بما فيها أسعار المواد الغذائية، مما أثر على سوق العملة وأفقدها توازنها وغير من معطياتها.

الاقتصاد المهيكل.. ضمان استمرار الانتعاش

في هذا الصدد، ومن خلال تتبع حركة العملات داخل أسواق العملة، اعتبر خروشي الدينار الجزائري ضمن أكثر العملات ارتفاعا خلال سنة 2023، ما يضعه في صدارة العملات الأكثر ارتفاعا في العالم، في حين تشهد عملات أخرى في العديد من بلدان العالم تراجعا غير مسبوق بسبب تردي الأوضاع الاقتصادية بها، وانخفاض القدرة الشرائية لمواطنيها ليكون من بين نتائج هذه المعطيات الاقتصادية وأخرى، تراجع الدولار الأمريكي أمام الدينار الجزائري في البورصة العالمية ليسجل 135.44 دج، حيث كشفت المؤشرات البيانية والأرقام ارتفاعا مهما في قيمة الدينار الجزائري أمام الدولار الأمريكي، حسب معدل الصرف الشهري في ظرف سنة.

وأوضح إسحاق خروشي، أن سعر صرف الدينار الذي يرتفع بشكل مستمر أمام العملة الأمريكية يعود إلى عوامل داخلية وأخرى خارجية، حيث أرجع العوامل الداخلية إلى تحسن الصادرات الكلية للجزائر، معتبرا أنه كلما ارتفعت صادرات دولة، ارتفعت قيمة عملتها. وعن ارتفاع استمرار تحسن سعر صرف الدينار الجزائري، فيتوقع خروشي أن يواصل هذا الأخير تعافيه في ظل الارتفاع المرتقب للصادرات خارج المحروقات التي يرى خروشي أنها قد حققت أرقاما تبعث على

ارتفاع قيمة الصادرات خارج المحروقات إلى 7 مليار دولار، وتحسن مؤشرات الميزان التجاري الذي حقق 17 مليار دولار سنة 2022، بفضل السياسة الاقتصادية التي انتهجتها الحكومة، كانا وراء انتعاش الدينار الجزائري وارتفاع قيمته أمام الدولار الأمريكي. ارتفاع بأمل المواطن البسيط أن يستمر، ويرهنه الخبراء والملاحظون بضرورة المواصلة في الإصلاحات وضبط حركة التجارة الخارجية من أجل الحفاظ على وتيرة الانتعاش الاقتصادي التي تعرفها بلادنا، حتى لا يصبح التعافي الذي يعيشه الدينار الجزائري منذ تقريبا 10 أشهر حالة ظرفية.

هايزة بلعربي

تفاعل الخبير الاقتصادي إسحاق خروشي، خلال اتصال أجرته معه "الشعب"، بالارتفاع الذي يعرفه الدينار الجزائري أمام الدولار الأمريكي منذ أزيد من سنة، مفسرا ذلك بتحسن في مؤشرات الاقتصاد الكلي بما فيها التحكم في حركة التجارة الخارجية وضبط الواردات، والعمل على الرفع من قيمة الصادرات خاصة خارج المحروقات، مما سيمكن من الحفاظ على القيمة الموجبة لميزان المدفوعات، مؤكدا على ضرورة العمل من أجل اقتصاد قوي مهيكل، إذا ما أردنا الحفاظ على نفس وتيرة الارتفاع التي يعرفها الدينار الجزائري، وحمايته من التهاوي أمام الدولار الأمريكي والأورو. كما أكد على الدور الذي يلعبه ضبط الأسعار وحماية القدرة

الاقتصادي، ومدى ارتباطه بالعملات الأجنبية تحديدا الدولار والأورو، ويمدى ارتباطه باقتصاديات البلدان الأخرى المنافسة والاستراتيجيات التي تعتمدها، إضافة إلى الدور الذي تلعبه أسعار النفط في السوق الدولية وما تفرضه من معطيات على سوق العملة، وعلى التجارة الدولية، خاصة ما تعلق بميزان المدفوعات الذي يتجه نحو الارتفاع الموجب، كلما ترجعت الكفة لصالح الصادرات على حساب الواردات.

وأشار المتحدث إلى بروز معطيات وملامح عالم جديد متمدد الأقطاب يبعث عن التحزب من إلزامية التعامل بالدولار الأمريكي، ولجوء بعض الدول إلى استعمال العملات الأجنبية، أدى إلى تقليص الطلب على العملة الأمريكية مؤخرا، مما تسبب في انخفاض سعرها بشكل ملحوظ عالميا، وهو كذلك من بين الأسباب التي أدت إلى ارتفاع سعر الدينار الجزائري أمام الدولار الأمريكي، كما أكد البروفيسور عجيللة على أن الأرقام المتداولة في التعاملات البنكية الرسمية الحالية تعد تعافيا تاريخيا للدينار الجزائري أمام العملات الرئيسية للمرة الأولى منذ عقد كامل.

التفاوت، حيث من الممكن أن تصل إلى 13 مليار دولار نهاية 2023.

في نفس السياق، يتوقع الخبير الاقتصادي أن يصبح الاقتصاد الجزائري مهيكل بشكل أقوى خلال المرحلة المقبلة، مشددا على ضرورة الرفع من سعر صرف العملة المحلية، بشكل يسمح لها بالتصدي إلى الأزمات المحتملة. من جهة أخرى، حقق الميزان التجاري 17 مليار دولار سنة 2022 إضافة إلى احتياطي الصرف الذي بلغ 64 مليار من نفس السنة. كما أشاد خروشي بتدخل بنك الجزائر لرفع قيمة الدينار أمام الدولار الأمريكي، من أجل التحكم من مستوى التضخم وضبط الأسعار وحماية القدرة الشرائية للمواطن.

أسعار النفط في الشوق الدولية.. عامل مهم

نفس الرؤية يتقاسمها الخبير القضائي في المحاسبة والشؤون الاقتصادية، البروفيسور أحمد عجيللة، فيما يتعلق بانتعاش الدينار الجزائري مقارنة بالعملات الأجنبية، على اعتبار إستراتيجية البنوك للبلدان تركز على السيولة، حيث أرجع هذا الانتعاش إلى عدة مبررات ومنطلقات كنمو الاقتصاد الوطني من خلال التطور

الحكومة تخطط للاستفادة من الطلب العالمي المتزايد ودعوة شركات الاستكشاف والإنتاج للاستثمار

الجزائر ضمن البلدان التي تستحق الاستثمار في قطاع الطاقات

الجزائرية - بحسب منصة "إيترجي كابيتال باور" المتخصصة - للاضطلاع بدور مركزي في تعزيز أمن الطاقة على أساس إقليمي. بينما أنشأت الدولة شبكات بنية تحتية محلية قوية، يوفر التوزيع الإقليمي فرصة استثمارية مريحة لكل من الممولين ومطوري المشاريع، مضيفاً أن الأسواق ذات الطلب المرتفع مثل مالي والنيجر وتونس وغيرها حريصة على الاستفادة من الطاقة الجزائرية. كما توجد بالفعل أنظمة مثل مجمع الطاقة في شمال إفريقيا. ولكن هناك حاجة إلى مزيد من البنية التحتية لدعم مستويات أعلى من التوزيع. وقال التقرير إنه "يكن نجاح الصناعة الجزائرية في تركيزها على المحتوى المحلي وتنمية المهارات، مع مسؤولية سوناطراك عن الغالبية العظمى من تطورات الطاقة في البلاد، تعتمد الجزائر بشكل كبير على القوى العاملة المحلية". ومع ذلك، مع توسع السوق المحلية، وتقدم الجهود المبذولة لإزالة الكربون من أنظمة الطاقة الحالية، تحتاج الجزائر إلى مستويات جديدة من الابتكار والخبرة التكنولوجية.

أ.ر

البلدان المصدرة للغاز زيادة الطلب العالمي على الغاز بنسبة 36 بالمائة إلى 5460 مليار مكعب بحلول عام 2050، تنجبه الأنظار إلى الغاز الطبيعي المسال الجزائري، حيث يعد الاستثمار في البنية التحتية للتصدير مثل خطوط الأنابيب والمحطات بعوائد عالية لشركات الطاقة. بينما يحتضن العالم الطاقة المستدامة، توجه الجزائر تركيزها نحو المصادر المتجددة، مما يخلق ثروة من الفرص للمستثمرين المتطلعين. وأفاد التقرير، أن توافر مساحات كبيرة من الأراضي غير المستخدمة توفر مساحة واسعة لمزارع الطاقة الشمسية ومنشآت الرياح، مما يضمن إمدادات طاقة مستقرة مع المساهمة في التحول العالمي نحو مصادر طاقة أنظف. كما أضاف، أنه "في الأونة الأخيرة، حددت الحكومة الجزائرية أهدافاً طموحة لتنويع مزيج الطاقة لديها بهدف توليد جزء كبير من الكهرباء، من مصادر متجددة في السنوات المقبلة بحلول عام 2026، تخطط الحكومة لجلب 1 جيجاوات من الطاقة المتجددة عبر الخط، وفتح الفرص للممولين ومطوري المشاريع الخضراء". وتستعد موارد الطاقة

السياسات المالية المنفذة مؤخراً في الجزائر، وفرص الشراكة مع مجموعة "سوناطراك"، والمساحة غير المستغلة جعلت البلاد مسرحاً جذاباً للغاية في الاستثمارات الخاصة بالمنبع. كما أضاف، أن الارتباطات المحتملة بالبنية التحتية الحالية في الجزائر تبرز جاذبية السوق. في محاولة لدفع الاستكشاف، تخطط الوكالة الوطنية الجزائرية لتنمين موارد المحروقات (alnaft) لفتح جولة ترخيص جديدة في الأشهر المقبلة، مع تحفيز شركات استكشاف وإنتاج عالمية للمشاركة في هذه المشاريع. وتمثل الجزائر، التي تقع استراتيجياً على مفترق طرق إفريقيا وأوروبا، مورداً رئيسياً للسوق الأوروبية، وشهدت الأحداث الجيوسياسية الأخيرة تحولاً في سلاسل التوريد العالمية، وبينما تسعى الدول إلى إمدادات غاز بديلة، برزت الجزائر كفرصة استثمار استراتيجية. ويقول التقرير: "تمثل البلاد حالياً خامس أكبر مصدر للغاز الطبيعي المسال (LNG) على مستوى العالم، مع وجود العديد من البنى التحتية للتصدير التي تربط حقول الغاز على اليابسة في البلاد بأمال إيطاليا وإسبانيا، مع توقع منتدى

كشفت تقرير لمنصة "إيترجي كابيتال باور" عن تواجد الجزائر ضمن البلدان التي تستحق الاستثمار في قطاع الطاقات التقليدية والمتجددة، بما في ذلك النفط والغاز والطاقة الشمسية، وذلك المتخصصة في مجال الطاقة. وأشار التقرير، إلى أن الجزائر تحوز على موارد طاقة ضخمة، تتضمن نحو 159 تريليون قدم مكعب من الغاز الطبيعي و12,2 مليار برميل من احتياطيات النفط. وبحسب التقرير، فإن الجزائر تعتمد تسريع عملية الاستكشاف والتنقيب عن النفط والغاز لزيادة الإنتاج، إلى جانب النهوض بالطاقة النظيفة؛ وتوسيع نظم التوزيع للموارد الطاقوية لتشمل الأسواق الإقليمية؛ مع توسيع نطاق التكنولوجيا والابتكار. لا سيما في ظل وفرة آفاق الطاقة الشمسية وطاقة الرياح التي تجذب قائمة قوية من مطوري المشاريع، الانخفاض الطبيعي في إنتاج النفط عبر الحقول القديمة في الجزائر، يتطلب تسريع عمليات الاستكشاف، وتخطط الحكومة للاستفادة من الطلب العالمي المتزايد من خلال دعوة شركات الاستكشاف والإنتاج (E&P) للاستثمار في سوق المنبع، مشيراً إلى أن

يتم خلالها مناقشة العديد من القوانين العالقة إمكانية إحالة قانون مالية صحيحي وعرض بيان السياسة العامة..

التمحيص والمناقشة واقترحنا أن تكون فترة مناقشة القوانين خالية من السخرجات الاستعلامية أو الخرجات البرلمانية". بالمقابل، أكد رئيس المجموعة البرلمانية لحركة البناء الوطني، عبد القادر بريس، أن افتتاح الدورة البرلمانية الجديدة سيكون الأسبوع المقبل، يوم 4 سبتمبر المقبل، بالاتفاق بين غرفتي البرلمان والحكومة. وأوضح بريس لموقع "سبق برس"، أنه سيتم تحديد جدول الأعمال على مستوى المجلس الشعبي الوطني مباشرة بعد الافتتاح الرسمي، مضيفاً: "سننطلق مباشرة في مناقشة ودراسة القانون الداخلي للمجلس الشعبي الوطني". وأشار رئيس كتلة البناء، إلى أن جدول مشاريع القوانين الأخرى سيخضع إلى الرزنامة التي يتم الاتفاق عليها بين المجلس الشعبي الوطني والحكومة. ويرى بريس، أنه من الممكن أن يتم إحالة قانون مالية صحيحي على المجلس الشعبي الوطني للمناقشة والمصادقة، بالإضافة إلى بيان السياسة العامة ومشاريع القوانين المرحلة من الدورة السابقة وعلى رأسها مشروع قانون الإجراءات الجزائية وقانون العقوبات. ويعتبر بريس، أن الدورة البرلمانية الجديدة ستكون أكثر فعالية في الأداء بالنسبة لعمل المجلس ولكل النواب، قائلاً: "هذا نظراً للخبرة المكتسبة من طرف النواب في ممارسة دورهم في التشريع والمراقبة والمساءلة".

ستشهد السنة البرلمانية القادمة، بداية قوية في دراسة ومناقشة القوانين، حيث من المرتقب أن تقدم الحكومة، بيان السياسة العامة لها لمناقشته والتصويت عليه. قال رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي، أمحمد طويل، إن السنة البرلمانية الجديدة، ستكون مختلفة عن سابقتها، مشيراً إلى أنه سيتم مناقشة العديد من القوانين التي بقيت عالقة في الدورة البرلمانية السابقة على غرار قانون العقوبات، قانون الإجراءات الجزائية، قانون الصحافة الإلكترونية والمكتوبة والقانون الداخلي للغرفة البرلمانية السفلى. وأكد طويل لموقع "سبق برس"، أن الدورة البرلمانية المقبلة ستشهد بداية قوية في دراسة ومناقشة القوانين، مضيفاً: "ستقدم لنا الحكومة أيضاً بيان السياسة العامة لها لمناقشته والتصويت عليه"، مشيراً إلى أن انطلاق الدورة البرلمانية الجديدة سيكون يوم 4 سبتمبر المقبل، معتبراً أن الدورة الجديدة ستختلف عن الماضية من أجل تدارك بعض النقائص التي شهدتها الدورة الثانية. وأضاف: "قبل نهاية الدورة البرلمانية الماضية عقدنا لقاء تقييمي مع رئيس المجلس الشعبي الوطني وخرجنا بتوصيات عديدة وتحدثنا عن النقائص التي حالت دون قيامنا بمهامنا الدستورية". وتابع: "رئيس المجلس تعهد بتدارك تلك الأخطاء وأيضاً أن تأخذ القوانين كامل وقتها في

الرقمنة ركيزة الإنماء الاقتصادي

فاطمة شمنتك

لم يعد ضروريا فحسب بل حتميا لأن لا بديل عنه في خضم المنافسة . و إضفاء الشفافية وتطوير سبل مكافحة الغش والتهريب ، اللذين عانى منهما الاقتصاد و سجل ملايين من الدينارات التي راحت إلى السوق السوداء. ويهدف هذا النظام المعلوماتي في الأساس إلى تكريس إدارة جمركية ناجعة ورقمية، تجمع بين التقنية وتحسين مستوى الأداء، بما يرقى إلى تطلعات المتعاملين الاقتصاديين ومختلف الشركاء الراغبين في الاستثمار في بلادنا . للعلم فإنّ النظام الرقمي في هذه القطاعات المالية يحقق تحولا معلوماتيا ، باستبدال الإجراءات القديمة بإجراءات أخرى رقمية تتم عن طريق الواب وعن بعد وغير مختلف الوسائط الإلكترونية بالنسبة للمتعاملين الاقتصاديين. ولعلّ ما يبشّر بتحقيق العولمة للأهداف المرجوة في القطاعات المذكورة أن السلسلة بكاملها أشرف عليها و نفذها إطارات جزائرية ، ما يؤكد بوادر النجاح و تغطي التقنيات القديمة التي كان يسير بها عمل الجمارك و الضرائب و الجبائية و هي قطاعات حيوية تابعة للمالية و عليها يرتكز الاقتصاد الوطني و يقاس تقدّمه من تأخره . وعلى هذا النحو صارت المعرفة بالرقمنة من الموارد الأساسية في العملية الاقتصادية، حيث تساهم في إعادة تنظيم البنية الاقتصادية بحيث تتيح زيادات هائلة في الإنتاجية، وتخلق قنوات أكثر للتوزيع، وتشجع على إنتاج السلع والخدمات، كما تساهم في فتح أسواق ضخمة جديدة كما هو الشأن في مجالات تداول المال والأعمال والأسواق الإلكترونية.

يقتضي الإنماء الاقتصادي الذي تلعب الجزائر ورقتة من أجل صناعة الفارق و تحقيق مكانة محترمة في المنظمات الاقتصادية التحول الفوري إلى رقمنة حقيقية ، تسهل عمل عديد القطاعات لاسيما تلك التي تشكّل عصب التنمية و تضع الاقتصاد الوطني في ميزان السوق العالمي زمن العولمة و التحديات النوعية. لمواكبة التحولات الاقتصادية العالمية قامت إدارة الجمارك بمجموعة إصلاحات إدارية ترمي إلى إضفاء الشفافية و مكافحة البيروقراطية. وهذا بتبني نظام معلوماتي جديد يتماشى والتطور التكنولوجي الراهن من أجل ترقية وتحسين أداء خدماتها ، وتعميم التبادل الإلكتروني للبيانات ، وتطبيق الخدمات الإلكترونية في جميع مراحل الجمركية لتسهيل الإجراءات وتبسيطها والتّقريب من المتعاملين معها، خاصة المستثمرين قصد المساهمة في تنمية الاقتصاد الوطني وإنعاش الاستثمار بكل أبعاده. و نظرا لأهمية إصلاح الجبائية في الجزائر والدور الذي تلعبه في جلب الاستثمار الأجنبي المباشر، كان لهذا الإصلاح دور أساسي في كل مرحلة لتوضيح القوانين والتشريعات التي تقوم على أساسها الجبائية المرتبطة بالاستثمار الأجنبي المباشر ، و ذلك لا يتم إلا من خلال تحفيز المفاهيم العامة حول السياسة الجبائية و الاستثمار الأجنبي المباشر . و عليه فإنّ إطلاق النظام المعلوماتي و دفعه إلى الأمام في مجالات الضرائب و الجمارك و الجبائية



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger